

MESSAGER DE TAHITI

Journal Officiel des Établissements français de l'Océanie,

PARAISANT TOUS LES VENDREDIS À 3 HEURES DU SOIR

MATAPI 25. — N° 9.

TE VEA NO TAHIKI.

Mahina pae 3 mars 1876.

Prix de l'abonnement payable à l'avance:

Un an 10 Fr.

Deux ans 19 Fr.

Trois ans 29 Fr.

Un numéro se continue.

Pour les Abonnements et les Annonces, s'adresser

IMPRIMERIE DU GOUVERNEMENT.

Prix des annonces (au comptant):

Les 20 premières lignes 25 Fr. lignes

Au-delà des 20 lignes 15 Fr. lignes

Tous les autres renseignements se paient la moitié du prix de la première insertion.

SOMMAIRE.

PARTIE OFFICIELLE. — Arrêté royal signifiant le décret du 18 novembre 1875 à l'ordre de l'administration dans les colonies de l'Océanie, portant organisation de la surveillance de haute police (décret et annexe). — Ordre désignant une personne pour siéger au tribunal supérieur. — Arrêté nominant divers huissiers suppléants et détenteurs leur circonscription. — Ordinances portant que les actes de l'ordre de l'administration et ses décrets sont tenus à faire établir. — Arrêté classant les fiefs de l'archipel Tuamotu pour l'année 1876 en ce qui touche la pêche et le chargement des naïres. — Avis administratif.

PARTIE OFFICIELLE. — La ramée. — Fais d'avers. — Mouvements commerciaux. — Movements du port. — Etat civil. — Annonces. — Observations météorologiques.

PARTIE OFFICIELLE

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société.

Vu la dépêche ministérielle en date du 14 décembre 1875, n° 32; Sur la proposition du procureur de la République, chef du service judiciaire.

A VOS ARRESTES ET ARRETONS :

Art. 1^{er}. Est promulgué dans les Etablissements français de l'Océanie le décret du Président de la République, en date du 18 novembre 1875, rendant applicable et exécutoire dans les colonies françaises le décret du 30 août 1875 régissant le mode d'exercice de la surveillance de haute-police et fixant les conditions sous lesquelles, après un temps d'épreuve, cette surveillance peut être suspendue.

Art. 2. Le procureur de la République, chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Message*, inséré au *Bulletin officiel des Etablissements et enregistré partout où besoin sera.*

Papeete, le 22 février 1876.

Ore GILBERT-PIERRE.

Par le Commandant Commissaire de la République :

Chef du service judiciaire,
Louis de LAVAUD.

Le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Vu l'article 15 du statut-cosmopolite du 3 mai 1854;

Vu le décret du 18 novembre 1875, rendant applicable la loi du 21 janvier 1874 sur les colonies de la Guyane, de l'Algérie, des îles de l'Inde, de l'Indochine, de la Nouvelle-Calédonie, de l'Océanie, de Saint-Pierre et Miquelon, de Mayotte, de Nossi-Bé, de Sainte-Marie de Madagascar, de la Côte-d'Ivoire et du Gabon;

Sur le rapport du Ministre de la marine et des colonies et du Maréchal des Sceaux, Ministre de la justice,

Décret :

Art. 1^{er}. Le décret du 30 août 1875 réplique le mode d'exercice de la surveillance de haute police et fixant les conditions sous lesquelles, après un temps d'épreuve, cette surveillance peut être suspendue, est déclaré applicable aux colonies de la Guyane, du Sénégal et dépendances, de l'île de la Cochinchine, de la Nouvelle-Calédonie, de l'Océanie, de Saint-Pierre et Miquelon, de Mayotte, de Nossi-Bé, de Sainte-Marie de Madagascar, de la Côte-d'Ivoire et du Gabon.

Art. 2. Les attributions conférées par ledit décret au Maréchal de l'intérieur appartiennent aux colonies, au Gouverneur ou Commandant, et celles délivrées aux Préfets seront exercées par le fonctionnaire chargé de la direction de l'intérieur.

Art. 3. Le Maréchal de la marine et des colonies et le Garde des Sceaux, Ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qu'il concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Bulletin des îles* et au *Bulletin officiel de la marine*.

Fait à Versailles, le 18 novembre 1875.

Siglé : M. DE MAC-MAHON.

Par le Président de la République :

Le Maréchal de la marine,

et des colonies,

Signé : MONTAGNAU.

Le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Sur le rapport du vice-président du conseil, ministre de l'intérieur :

Vu la loi du 18 novembre 1875 relative à la surveillance de la haute police, et spécialement l'article 1^{er}.

Des règlements d'administration publique détermineront le mode d'exercice de la surveillance et fixeront les conditions sous lesquelles, après un temps d'épreuve, cette surveillance pourra être suspendue.

Le conseil d'Etat entende,

Décret :

Art. 1^{er}. La feuille de route avec timbre obligatoire rompt au condamné-légi qui se rend à sa résidence ou habitation, ou au domicile de sa famille, dans les conditions où il exerce un ou plusieurs emplois de poste, il lui sera remis en échange un permis de séjour, lequel sera conservé au préfet, ou elle sera conservée au dépôt.

Art. 2. Dans les vingt-quatre heures de son arrivée à destination, le sujet de la surveillance se présente devant le préfet ou au maréchal des sœurs, la feuille de route sera renvoyée par le préfet au maréchal, qui la viendra lui-même échanger contre celle du surveillant, et la remettra à celui-ci en échange du permis de séjour.

Si cette feuille de route est perdue, le préfet en fera parvenir une nouvelle au maire, qui la remettra au surveillant en échange du permis de séjour et la viendra au moment du départ.

Art. 3. Le surveillant sera tenu de faire constater sa présence au lieu de sa

résidence en se présentant à la mairie, ou au bureau de police, à des périodes qui seront déterminées pour chaque surveillé, par le maire, sans l'approbation du préfet.

Le préfet pourra, après avoir pris l'avis du maire, disposer l'arrérage de cette obligation, à charge de faire constater sa présence de toute autre façon.

Art. 4. La surveillance pourra être suspendue par le préfet de l'intérieur, sur la proposition du préfet, après un temps d'épreuve qui ne devra jamais être inférieur à la moitié de la durée totale de cette surveillance.

Le préfet pourra toujours être rapporté par une décision ultérieure du ministre de l'intérieur, au préfet de l'intérieur, et l'application sera pour effet de remplacer le surveillé sous l'appellation des articles 4 et 45 du Code général : il sera mis en demeure de renouveler immédiatement une déclaration de résidence, et à défaut de cette déclaration, il sera procédé d'office, conformément à l'article 44, paragraphe 2, du Code pénal.

Art. 5. Le vice-président du conseil, ministre de l'intérieur, est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au château de la Forêt, le 30 août 1875.

Siglé : M. DE MAC-MAHON, due de MAGENTA.

Par la Présidente de la République :

Le vice-président du conseil, ministre de l'intérieur,

Signé : BUVET.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société.

Vu l'article 27 du décret du 18 août 1868 portant organisation de l'administration de la justice dans les Etablissements français de l'Océanie et les États du Protectorat des îles de la Société.

ORDONNANCES.

M. Brun, lieutenant d'artillerie, membre du deuxième conseil de guerre, est désigné pour siéger au tribunal supérieur constitué en tribunal criminel, au lieu et place de M. Mazery, remplaçé sur sa demande.

Papeete, le 23 février 1876.

Ore GILBERT-PIERRE.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société.

Vu l'article 38 du décret du 18 août 1868 portant organisation de la justice dans les Etablissements français de l'Océanie et les États du Protectorat ;

Attendu qu'il y a lieu, afin d'assurer la marche régulière de la justice, et pour éviter aux justiciables, dans certains cas, des frais considérables, de pourvoir à la nomination d'huissiers-suppléants près les tribunaux du Protectorat ;

Considérant qu'il convient toutefois de déterminer l'étendue de la circonscription dans laquelle ils pourront instrumentaliser ;

Sur la proposition du chef du service judiciaire,

AVONS ARRÊTÉ ET ARRÉTONS :

Art. 1^{er}. Sont nommés huissiers-suppléants près les tribunaux du Protectorat :

Dans l'étendue des districts de Pare, Faau, Areu et Mahina : Sohy, maréchal-d'escadre logis de gendarmerie ;

Dans l'étendue des districts de Pumauia, Pare, Papara, Matioia, Papaoi, Vairau et Teauhopo : Chevalier, gendarme, chef de poste à Atiamano ;

Dans l'étendue des districts de Papenoo, Tiarei, Mahaua, Hitiava, Atua, Poua et Tautira : Bataillard, gendarme, chef de poste à Vaiava.

Dans l'étendue de l'île de Moorea : Saintil, gendarme, chef de poste à Paopao.

Art. 2. Afin d'entrer en fonctions, ces agents devront prêter le serment voulu par la loi.

Art. 3. Le procureur de la République, chef du service judiciaire, est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Bulletin officiel des Etablissements*, publié au *Message*, enregistré et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 26 février 1876.

Ore GILBERT-PIERRE.

Par le Commandant Commissaire de la République :

Chef du service judiciaire,

Louis de LAVAUD.

Nous, POMARE IV, Roi des îles de la Société dépendances, et le Commandant Commissaire de la République,

Ore POMARE IV, te auhi manoa te maori fana, Totaiete te auhi manoa te maori, e te moa noho i te Auvaaha o te Repubrika,

I te bio rahi i te iti i te auhi manoa te maori fana, te fana i te Auvaaha o te Repubrika,

I te bio rahi i te iti i te auhi manoa te maori fana, te fana i te Auvaaha o te Repubrika,

I te bio rahi i te iti i te auhi manoa te maori fana, te fana i te Auvaaha o te Repubrika,

Attendu que cette disposition, mise à exécution suivant l'ordonnance du 31 octobre 1873 en ce qui concerne les indigènes du district de Pare, et l'ordon-

LE DOCUMENT D'ARCHIVE

ANNÉE 38 2^e AVANT 1875 EN CE QUI CONCERNAIT LES îLES DES DISTRICTS DE TAHITI, D'ARUA ET DE MABHINA, A PRODUIT D'EXCELLENTS RÉSULTATS QUI Y AIENT ÊTÉ DÉFENDU AUX AUTRES DISTRICTS.

Décret:

Art. 1^{er}. Les actes de l'état civil des indigènes et assimilés domiciliés dans les districts désignés ci-après, seront reçus selon les lois françaises promulguées dans la colonie.

Art. 2. Sont institués officiers de l'état civil et chargés de la passation desdits actes :

1^o L'officier commandant le poste militaire de Taravao, pour les districts de :

Papari,
Afaahiti,
Pouu,
Teutira,
Vairae et
Teahupoo.

2^o Le chef de la brigade de gendarmerie d'Atimaono, pour les districts de :

Puuania,
Papeete,
Papera et
Matane.

3^o Le chef de la brigade de gendarmerie de Tiarei, pour les districts de :

Papeno,
Tiarei,
Mahaena et
Hitiia.

4^o Le chef de la brigade de gendarmerie de l'île Moorea, pour les quatre districts de ladite île.

Art. 3. Les chefs de district feront renouer des registres de l'état civil tenus par eux jusqu'aux officiers de l'état civil français institués pour en être chargés à l'avvenir.

Il leur sera donc décharge par ceux-ci.

Art. 4. Les présentes dispositions auront effet à partir du 16 mars prochain.

Art. 5. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur, le procureur de la République, chef du service judiciaire, et le directeur des affaires indigènes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente ordonnance, qui sera publiée au *Messager de Tahiti*, insérée au *Bulletin officiel de la colonie* et enregistrée partout où besoin sera.

Papeete, le 29 février 1876.

Oe GILBERT-PIERRE.

Nous, Commandant des Etablissements français de l'Océanie, Commissaire de la République aux îles de la Société, VU l'article 2 de l'arrêté du 24 janvier 1874 sur la pêche et le transport des nacres;

Vu le rapport du Résident des Tuamotu contenant des propositions pour le classement des îles de cet archipel en 1876, conformément à l'arrêté précité;

Sur la proposition de l'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur;

Le Conseil d'administration entendu,

AVONS ARRÊTÉ COMME SUIT :

Art. 1^{er}. Les îles de l'archipel des Tuamotu sont classées pour l'année 1876, en celles qui touchent la pêche et le chargement des nacres, ainsi qu'il est dit ci-après :

1^o CATEGORIE.— *Îles où la pêche est interdite :*

Anaa
Makemo (district de Makemo)
Bairaa
Kaukura
Arutua
Manihini

2^o CATEGORIE.— *Îles où la pêche est autorisée sur les gisements encore en rapport :*

Takaroa
Aratika, Baraka
Kahu
Makemo
Tangaroa
Baron, Tukume
Hao
Amanu, Taure
Maruku, Rovarehe, Nengonega, Hikure, Reitoru.

Dans chacune des îles de cette 2^o catégorie, les chefs afficheront à la face-haut les gisements non en rapport où il est défendu de pêcher.

Le fauane ras manu no te i no epe fauane ras manu no te i no epe fauane 1875, no te manu taata tahiti no na matacinau ra no Fassi, Arue et Mabina, ua rosa mai ia te hope maiatali, e au hoa hi brapararo bia i nia i te tahiti atu mau matacinau.

TE FAUANE NEI :

Iraiva 1. Te manu parau no te fanau raa, te fauipo raa raa e te pohe raa o te manu taata moahi e te faaua hiamai, te parabi i nia i mai ia na matacinau i faute bia i muri nei, e facia bia mai ia mai an i te manu tare farani i basmanu his i nia i te fenua nei.

Iraiva 2. U faufia bia ei rastira no te reira manu 'ohipa, e ci papai hol'i tatau manu parau ra :
1^o Te rastira tonaua te pe no Taravao na matacinau tu no

Papari,
Afaahiti,
Pouu,
Teutira,
Vairae et
Teahupoo.

2^o Te rastira no te pupu mutoi papau i Atimaono na na matacinau tu no

Funausia,
Papera et
Matane.

3^o Te rastira no te pupu mutoi to i Tiarei, na na matacinau tu no

Papeno,
Barei,
Mahaena et
Hitiia.

4^o Te rastira no te pupu mutoi i Moorea, na na matacinau ia e maha no taua fenua ra.

Iraiva 3. Ei sun aia te mau manu parau no te fauipo raa, te fauipo raa e te pohe raa i raa bia ei rastira e te raa roa mai i teinei, i tatau manu rastira farani i faufia bia ei, haapai e te reira manu 'ohipa i teinei anotau i nuri nui. E na ratou e tua stu te parau no te tua raa bia mai i te ratou rima.

Iraiva 4. Ei te no mati + manu nei, e manu i teinei mai haapao raa.

Iraiva 5. Te orotonato te rava i te ohipa fastere hanu no uta te asuhia no uta o te Republique, te rastira no uta te manu 'ohipa haava raa e te ahu, i te raa vahi atoa e au i taua, i te baa manu raa i teinei fianc raa maia 18 faute bia no roto i te Vee no Tohiti, te nemel bia i roto i te Puna hau o te fenua nei, o te tomate bia i te manu vabi atoa e au raa.

Iraiva 6. Te rastira no te pupu mutoi i te manu 'ohipa hanu no uta te asuhia no uta o te Republique, te rastira no uta te manu 'ohipa haava raa e te ahu, i te raa vahi atoa e au i taua, i te baa manu raa i teinei fianc raa maia 18 faute bia no roto i te Vee no Tohiti, te nemel bia i roto i te Puna hau o te fenua nei, o te tomate bia i te manu vabi atoa e au raa.

Papeete, le 29 février 1876.
Oe GILBERT-PIERRE.

POMARE.

3^o CATEGORIE.— *Îles où la pêche est permise sans restriction :*

Toutes les îles de l'archipel autres que celles désignées dans les deux premières catégories.

Art. 2. La pêche des nacres dans les îles de la 1^o catégorie et sur les gisements prohibés de celles de la 2^o catégorie sera punie des peines prévues à l'article 10 de l'arrêté du 25 janvier 1874.

Art. 3. L'ordonnateur f.f. de Directeur de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera communiqué et enregistré par où besoient sera, inséré au *Messager* et au *Bulletin officiel des Etablissements*.

Papeete, le 1^{er} mars 1876.

Oe GILBERT-PIERRE.

Par le Commandant Commissaire de la République :

L'ordonnateur f.f., de Directeur de l'Intérieur.

La RAMIE.

ADMINISTRATION DE L'ORDONNATEUR

AVIS.

La clôture de l'exercice 1875 pour le service Colonial et pour le service spécial des transports par terre est fixée au 31 mars courant.

Les personnes qui ont des créances au compte de ces deux services sont invités à se présenter au trésor avec leurs mandats, avant cette date, pour recevoir le montant.

Les mandats non payés au 31 mars 1876 seront annulés, et leur réordonnancement ne pourra avoir lieu qu'en France.

Service des Subsistances.

Le public est prévenu que le mercredi 15 mars courant, à 2 heures de relevé, il sera procédé, dans le cabinet de l'ordonnateur, à l'adjudication, sur soumission cachetée, de la fourniture de la viande fraîche, des animaux vivants, des aliments légers et rafraîchissants, du fourrage sec et vert et de l'argent pour achat de légumes verts nécessaires aux équipages de la flotte, aux rationnaires de la colonie et à l'hôpital militaire, du 1^{er} avril 1876 au 31 mars 1879 inclusivement.

Le cahier des charges de ladite fourniture est déposé au bureau du commissaire aux subsistances, où les intéressés pourront en prendre connaissance tous les jours, les dimanches et fêtes exceptées.

Départ du Courrier.

Le brig-goélette *Paloma* partira le 6 mars courant pour porter à San Francisco le courrier destiné à l'Europe et aux deux Amériques.

Les sacs de correspondance seront fermés la veille, à cinq heures du soir.

PARTIE NON OFFICIELLE

LA RAMIE

En 1874, le *Messager* a publié sous forme de supplément la brochure de M. Moerman (de Gand) sur la *Ramie ou ORTE blanche sous dards*. Cette planche textile n'a pas cessé d'attirer l'attention publique. Un journal de Paris imprimait dernièrement sur ce sujet l'article suivant :

Le ministre de l'agriculture et du commerce vient de transmettre au gouverneur de l'Algérie, de la part du Muséum d'histoire naturelle de Paris, des spécimens d'une plante textile destinés à être réparis entre les colons agricultrices.

Le gouvernement de l'Algérie, en acceptant ce présent, a informé le ministre qu'à la suite d'essais sérieux de culture, l'acclimation dans notre colonie du végétal effectué par le Muséum était, depuis quelques temps déjà, un fait accompli.

Voilà la nouvelle très-brève, très-sèche que j'ai lue dans divers journaux. Les mieux informés donnent le nom de la plante : *la Ramie*. Leurs renseignements ne vont pas au-delà. Qui est-ce que la Ramie? quelles usages l'emploie-t-elle? quelles peuvent être au juste les bénéfices de son introduction? Pour l'instant.

Si j'étais plus curieux et je m'en félicite. Si les données que je me suis procurées sont exactes, l'acclimation de la Ramie ne préparaient pas moins qu'une révolution économique à bref délai. Ce n'est point seulement une culture nouvelle qui se crée, mais une industrie qui s'élève, une richesse immense jetée dans la circulation!

La terre est pour l'homme une mère généreuse et féconde. Elle étoit sous ses yeux, avec une sorte d'ostentation, les innombrables produits dont elle le fait le maître. Devant cette prodigalité, on reste confondu de la penser que l'homme apporte à discerner lesquels, parmi ces dons lui seront le plus profitables.

La Ramie est le textile par excellence. Bien supérieure au chanvre, plus robuste que le coton, ce textile égale presque en finesse

le lin, dont l'Europe importe.

Il y a quelque chose qui attire le culte dans l'Inde et dans la Chine; il y a 30 ans à peine qu'on le connaît en Europe. La Chine, qui le consomme par quantités immenses, ne l'exporte qu'à des prix très élevés. L'Inde apathique, endormie dans sa parasse séculaire, ignore l'art de le préparer pour en approvisionner les marchés étrangers. L'Europe romaine n'a pas su se décider encore à tirer parti de ses avantages, à les mettre résolument en valeur.

Seul l'Amérique a bénéficié jusqu'ici des ressources que présente la Ramie. Le Mexique, les Etats-Unis du Sud lui font une partie de plus en plus large dans leurs exploitations agricoles.

L'Angleterre, l'Allemagne ont tenté quelques timides essais dans la nature de leur climat mais la réussie difficile. La Belgique a été plus heureuse. Le résultat obtenu par les savants de Gand possède de vastes terrains où la Ramie vient à merveille. Endin à Jersey un officier supérieur français en retraite s'est livré à des expériences dont le résultat a été fructueux.

Mais la France exige des températures chaudes. L'Egypte, l'Italie, le midi de la France lui conviennent administrablement. L'Algérie deviendra pour elle une seconde patrie.

Le savant botaniste hollandais Blume paraît avoir été l'introduction de la Ramie en Europe. Il la rapporta de l'archipel indien et lui laissa le nom que lui donnent les natifs de Java. Ce nom a



Ministère de l'Intérieur.

— 40 —

Vendredi 3 mars 1875.

ÉTAT CIVIL

Etat des mouvements survenus dans l'état civil européen pendant les mois de janvier et février 1876.

NAISSANCES.

11. Janvier. Marie-Mercédès Fayen, fille de Maurice-Pierre Feyzay et de dame
2. Février. Charles-François-Marie-Mathieu Bertrand, fils de Jean-Baptiste-Rémi Bertrand et de dame Eugénie-Marie-Françoise.
3. — Edouard-Auguste Alger, fils de Jean-Louis Alger et de dame Marie-Louise-Delphine Bertrand.
9. — Sophie-Elisabeth Robson, fille d'Algerman Robson et de dame Thérèse à Tunis.
19. — Emilia-Isabelle-Teresa Walker, fille de William-Francis Walker et de dame Adeline-François-Henry Walker.
22. — Charles-Thomas-Turistamati-Tutuau-Teriana Fidèle, fils de John-Charles-Henry Fidèle et de dame Lydia-Amelia Adams.

MARIAGES.

- NOMS.
3. Janvier. Hippolyte-Etienne Passard, colon, age de 45 ans; Antoinette Gonzales, seigneur espagnol, colon, age moyenne.
13. — Louis De Bellessais, banquier, age de 42 ans.

ANNONCES

Étude de M^e G. VINCENT, greffier-notaire à Papeete. — Office of M^e G. VINCENT, greffier-notaire à Papeete.

Vente publique, aux enchères, de marchandises neuves et objets mobiliers dépendant de la faillite A. C. Loud, négociant, ayant déposé à Papeete, le 22 février 1876.

Sixième ordonnance rendue par M. le juge administrateur de la faillite A. C. Loud, — le 22 février 1876, sur requête de M. W. Kennedy, syndic de justice-faillite, et conformément aux dispositions de l'article 486 du Code de commerce, il sera procédé, aux dates et lieux ci-dessous, par le ministre de M^e G. Vincent, greffier-notaire à Papeete, à la vente aux enchères publiques des marchandises neuves et objets mobiliers dont l'énumération suit :

A PAPÉETE — le 9 mars 1876, à midi, au domicile de M^e Vincent, greffier-notaire à Papeete, toutes sortes de pâtes, bouteilles, etc., tables, chaises, instruments ménagers, malles en bois de camphre, etc.

A PAPÉETE — au sud de la cour de M^e Loud, le 10 mars 1876, à 10 heures du matin, toutes sortes de denrées de gros de coton, marchandises diverses devant un fonds de magasin devant un fonds de magasin, chevaux, à ventures, moutons meublés, charrettes, bœufs de construction, etc.

Pris payé comptant.

Pour tous renseignements, s'adresser à M^e G. Vincent, greffier-notaire.

Étude de M^e VAN DER VENNE, défenseur.

64

A VENDRE :

1. Une maison construite en bois, couverte en bardage, ayant galerie sur les quatre façades, édifiée sur caves en maçonnerie, avec dessous des droits au hall du terrain auxquels elle est édifiée ; tout située dans le district de Punaauia, bordant la route de côteure.

2. Un terrain d'une surface de 25 hectares environ, traversé par le Punaauia, planté pour partie en cotonniers.

Pour plus amples renseignements, s'adresser à M^e Van der Venne, défenseur.

FAILLITE A. C. LOUD:

Les créanciers de Alfred Colburn LOUD qui n'ont pas encore pris leurs titres de créance sont invités de nouveau, conformément aux dispositions de l'article 492 du Code de commerce, à se présenter en personne ou par l'intermédiaire de leur syndic de justice-faillite, et à lui remettre sans délai leurs titres de créance, dans une forme suffisante pour qu'il puisse identifier des sommes par eux reçues, si moins-là n'ont pas encore fait le dépôt au greffe du tribunal de commerce, il leur sera alors donné récipéssé.

La vérification des créances aura lieu le 6 mars 1876, à deux heures de l'après-midi, dans le cabinet de M^e le juge-commissaire, ou palais de justice, ou elle sera continuée sans interruption. Après quoi, il sera posée diverses questions aux créanciers présents.

Papeete, le 20 février 1876.
Le syndic administrateur A. C. Loud,
W. KENNEDY.

FAILLITE A. C. LOUD.

Les débiteurs de cette faillite à quelque titre que ce soit sont priés de ne pas payer en d'autres mains qu'en celles du syndic négociant, sous peine de payer de nouveau.

Le syndic définitif A. C. Loud,
W. KENNEDY.

A VENDRE A L'AMIABLE, POUR ENTRETIEN EN JOURS — immédiatement :

1^e. Une grande maison divisée en trois chambres, avec galeries tout alentour, et toutes ses dépendances, qui consistent en cuisine, penderie, bûcher, casse, etc. ;

2^e. Le terrain au hall d'une propriété de 25 hectares, dont 5 hectares plantés en cotonniers, mais, iguanes, cocotiers, etc., et trois hectares plantés en vanille.

Le tout situé à Punaauia.

S'adresser, pour renseignements et pour traiter, à M^e Drollet, négociant à Papeete.

28.

AVIS.

CHAUX A VENDRE.

S'adresser à la plantation de Taone.

58

A vendre, une propriété située à Taone, avec une maison.

S'adresser à Le Guan, pilote.

59

A vendre, une propriété avec 5 maisons, dans rue Collette, auprès des remparts, actuellement occupée par Jess Lewis Perrera.

S'adresser à Le Guan, pilote.

60

L'indigène Teame Papo a Mu-

rimoana, dit Tiote Papo a Buriruvu, a été déclaré au district de Matua, dans lequel il habite, veuve de son mari John Pecket la terre Orie, papaya, Autia, Teraua, Taitiro et Taurau, sites dans le district de Matua, et inscrites sous les n° 276, 275, 274, 281 et 303.

Te opua nei te taata re o

Teame Papo a Buriruvu, oia hol-Tiote Papo a Buriruvu, e île te matanina re i Papara, i le ho aitu na Mit John Pecket la terre Orie, papaya, Autia, Teraua, Taitiro et Taurau, sites dans le district de Matua, et inscrites sous les n° 276, 275, 274, 281 et 303.

Te opua nei te tahi re o

Taateare a Taa, e tui i Haupii, i le tahi, i Jenaha i le tahu mea re a Faavae ; Teafarao, Tautauavai, et le taha mea re a Faavae, i le tui i le matanina re i Morau, i Moerua, e le taha mea re a Faavae.

Te opua nei te valise re o

Teatara, e tui i Putahara, i Amoa, e tui i Putahara, et ce avec le consentement de son mari, ayez-vous d'enfants, ou non, dans l'intention de faire donnerna à ces enfants adoptive Teatara a Fakura I., Tora a Maupihi v., Taikale a Paikia v., Raha a Teriti I., Habra Terito I., et Victor Tautea a Tuhia, des terres Neumana, Taikale, Tauroa, et la moitié des terres Olorie, Tehukiri, Tekoparaua, Pakonka a et Temihimbi, sites dans le district de Teraabou, le Aana, et la moitié des terres Tasmalau, Pokonau, Olorie, Tekohoku, Faapeake, Teuparoun et Teanoga, roses dans le district de Tumbera, il Anaa.

L'indigène Teatara, demandeur à Putahara, e tui i Putahara, et ce avec le consentement de son mari, ayez-vous d'enfants, ou non, dans l'intention de faire donnerna à ces enfants adoptive Teatara a Fakura I., Tora a Maupihi v., Taikale a Paikia v., Raha a Teriti I., Habra a Terito I. et Victor Tautea a Tuhia, des terres Neumana, Taikale, Tauroa, et la moitié des terres Olorie, Tehukiri, Tekoparaua, Pakonka a et Temihimbi, le tui i le matanina i Teraabou, i Amoa, e tui i le taha mea re a Faavae, i le tui i Tasmalau, Pokonau, Olorie, Tekohoku, Faapeake, Teuparoun et Teanoga, roses dans le district de Tumbera, il Anaa.

99

L'indigène Tolau a Marere a

Tolau, dit Tolau a Marere, et ce avec le consentement de son mari, ayez-vous d'enfants, ou non, dans l'intention de faire donnerna à ces enfants adoptive Tolau a Marere a Tokoto I., Tolau a Fakura I., Tera a Maupihi v., Taikale a Paikia v., Raha a Teriti I., Habra a Terito I. et Victor Tautea a Tuhia, sites dans le district de Teraabou, il Amoa, e tui i le taha mea re a Faavae.

Te opua nei te tona ra o

Tolau a Marere a Tokoto I., Tolau a Marere a Tokoto I., e tui i Putahara, i Amoa, et le mea nati a taha, i le tui i le matanina i taha i le tui i le taha mea re a Faavae a Tolau a Marere a Tokoto I., Tolau a Marere a Tokoto I., e tui i le taha mea re a Faavae.

Te opua nei te tona ra o

Tolau a Marere a Tokoto I., e tui i le taha mea re a Faavae.

99

L'indigène Hohorai a Taa,

demandeur dans le district d'Araeau, est dans l'intention de vendre au siège Teatara et son nom les terres Olorio et Teahouera, sites dans le sud-est district et sous-district de Teahoueraarama, il.

Te opua nei te tona ra o

Hohorai a Taa, e tui i le matanina i taha a Araeau, et le taha mea re a Faavae.

100

L'indigène Teatara a Teahira,

de Alaeau, demandeur à Teahira, il Amoa, est dans l'intention de faire donnerna à ces enfants adoptive Teatara a Teahira, e tui i Teahira a Teraua, e tui i le matanina i taha i le tui i le taha mea re a Faavae.

Te opua nei te tona ra o

Teatara a Teahira, e tui i Teahira a Teraua, e tui i le matanina i taha i le tui i le taha mea re a Faavae.

101

L'indigène Teapua a Teahira,

de Alaeau, demandeur à Teahira, et ce avec le consentement de son mari, ayez-vous d'enfants, ou non, dans l'intention de faire donnerna à ces enfants adoptive Teapua a Teahira, e tui i Teahira a Teraua, e tui i le matanina i taha i le tui i le taha mea re a Faavae.

Te opua nei te tona ra o

Teapua a Teahira, e tui i Teahira a Teraua, e tui i le matanina i taha i le tui i le taha mea re a Faavae.

102

L'indigène Teofeta a Mahana,

demandeur à Papara, est dans l'intention de vendre au siège Teatira a Poena a Poena la terre Atitao, sites dans le district de Papara, et enregistrée au nom de son père, décéde.

Te opua nei te tona ra o

Teofeta a Mahana, e tui i Papara, et le taha mea re a Faavae.

103

OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES

De 18 au 24 février 1876.

DATES	PRESION BAROMÉTRIQUE				TEMPÉRATURE
	Baromètre moyen	Baromètre moyen	Température à l'heure du matin	Température à l'heure de la journée	
18...	762.2	1.0	29.3	27.6	NE
19...	762.0	2.0	25.1	26.5	NE
20...	761.8	0.0	24.0	27.0	SSO
21...	761.6	-0.2	24.9	25.8	SSO
22...	760.4	2.0	24.8	27.4	NE
23...	760.2	3.0	25.0	27.3	NE
24...	760.1	1.0	25.0	26.2	NE
25...	760.1	1.0	25.7	27.5	NE
26...	760.5	1.0	25.7	27.5	NE